



**HAL**  
open science

## Les laboratoires de biologie en prise à l'air du temps

Denis Bourguet

► **To cite this version:**

Denis Bourguet. Les laboratoires de biologie en prise à l'air du temps. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2016, 18, pp.51-63. hal-02630042

**HAL Id: hal-02630042**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02630042v1>**

Submitted on 11 Aug 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LIEUX COMMUNS

La question est simple, la couleur sobre. On peut y lire un signe des temps mais surtout une interrogation que nous avons souhaitée de fond sur les contours de ces étranges collectifs que sont les laboratoires de recherche. À l'heure où leur mise en concurrence, où la mise en réseau des individus qui les composent n'a jamais été aussi intense, on peut s'interroger sur la pertinence de collectifs stables et territorialisés. À l'heure où de nombreux décroissements sont à l'œuvre, on peut interroger la portée de ce qui s'établit dans ces lieux dont les représentations renvoient généralement plutôt à des espaces confinés.

Dix contributions retenues pour ce dossier explorent la teneur de laboratoires de notre temps : sur le mode du témoignage, de l'analyse critique, d'un retour sur des trajectoires collectives, ces textes interrogent finalement la production d'un commun à petite échelle. Ce sont principalement des laboratoires de la recherche urbaine dont il est question, mais pas uniquement ; d'autres espèces d'espaces de la recherche sont également mis en perspective. Ce sont autant de miroirs grossissants de certaines évolutions sociales contemporaines et des tendances qui affectent les institutions, les organisations et les associations. Les vies de laboratoire ne sont pas des sinécures !

AAU  
ambiances  
architectures  
urbanités



→ nantes  
**ensa**  
→ architecture

E  
NS/  
AG



Centrale  
Nantes

ISSN 1779-5885

12 euros

LIEUX COMMUNS

18

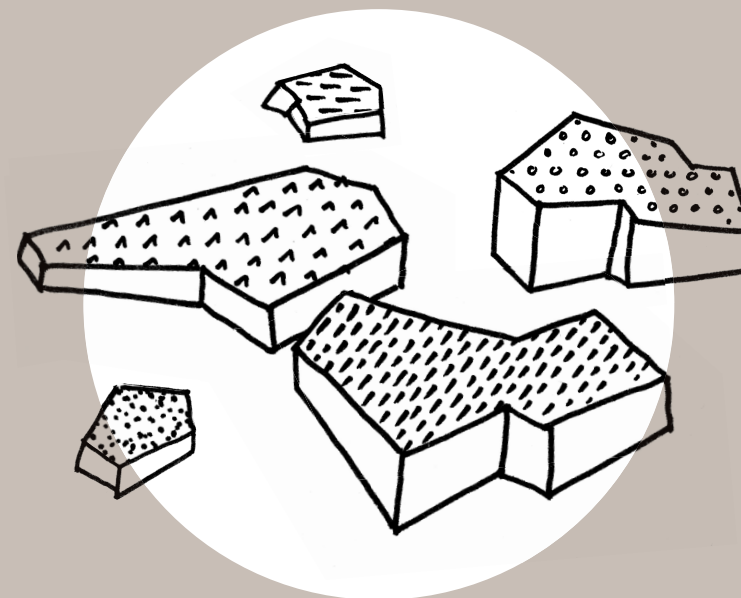
QU'EST-CE QUI FAIT LABORATOIRE ?

# LIEUX COMMUNS

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES

# 18

QU'EST-CE QUI FAIT LABORATOIRE ?





# QU'EST-CE QUI FAIT LABORATOIRE ?

Coordination  
Laurent Devisme, Amélie Nicolas

<b>Laurent Devisme, Amélie Nicolas</b> Chercheurs de laboratoire : une réflexivité <i>in itinere</i>	10
<b>Laurent Devisme</b> Un héritage prospectif ? Deux ou trois choses que j'ai apprises de ce laboratoire	29
<b>Denis Bourguet</b> Les laboratoires de biologie en prise avec l'air du temps	51
<b>Aurore Bonnet, Laure Brayer</b> Mais qu'est-ce donc qu'un laboratoire ?	65
<b>Portfolio 1</b> À l'écoute du public	89
<b>Antoine Mounier</b> De l'autre côté de la passerelle. Être "étudiant-architecte" et "stagiaire-labo"	109
<b>Claire Brossaud, Sandra Fiori</b> Les communs urbains : Perspectives pour la recherche architecturale et urbaine	119





**Céline Bodart, Valérie Pihet**

Les conditions du commun à l'épreuve de sa construction.

Restitution d'une enquête en cours sur la vallée de la Vilaine, Rennes 133

**Portfolio 2**

Laborantins ? Une coupe dans le travail photographique de Claire Chevrier 152

**Sylvain Cuyala, Laura Péaud**

Structuration de la vie de laboratoire en géographie théorique et quantitative :

Mémoires de l'équipe P.A.R.I.S. (1960 à aujourd'hui) 175

**Garance Clément, Camille Devaux, Mariana Tournon, François Valégas**

L'habitat à l'Institut d'Urbanisme de Paris.

Éléments pour une socio-histoire des urbanistes dans la recherche urbaine 197

**Thomas Leduc**

Le "vu – pas vu" comme dépassement de "la nécessaire politesse  
entre les savoirs"

229

**Henry Torgue**

Points de vigilance.

Réflexions libres au terme d'un parcours dans la recherche urbaine 243







# LES LABORATOIRES DE BIOLOGIE EN PRISE AVEC L'AIR DU TEMPS

Denis Bourguet

Directeur de recherche à l'INRA, centre de biologie pour la gestion des populations (CBGP)

Les laboratoires des chercheurs en écologie et/ou en sciences de l'évolution diffèrent probablement de ceux des chercheurs urbains. Ils constituent pour nombre de biologistes leur second chez-soi et deviennent même, dans les cas les plus extrêmes, leur premier lieu de vie. La présence des chercheurs n'y est pas anecdotique, temporaire, passagère comme ce peut être le cas pour des chercheurs d'autres disciplines (sciences humaines et sociales, mathématiques...). Si les horaires d'arrivée et de départ s'étirent, le laboratoire regroupe au jour le jour, et parfois le week-end, des équipes composées non seulement de chercheurs/chercheuses, d'enseignant(e)s chercheurs/chercheuses et d'étudiant(e)s, mais également de technicien(ne)s et d'ingénieur(e)s. Pour ces dernier(e)s, le travail nomade ne constitue pas une option, les expériences nécessitant des instruments et des pièces dédiés (visuel d'ouverture), elles ne peuvent pas être télé-réalisées. Les "manips" se déroulent dans des lieux aménagés à dessein et parfois confinés lorsqu'il s'agit d'organismes biologiques (bactéries, virus, plantes transgéniques...) dont l'échappement hors des murs pourrait être problématique pour l'environnement ou la santé humaine.





Les chercheurs peuvent – et ne se privent d'ailleurs pas – d'assurer une partie de leurs travaux hors du laboratoire. Cette dose de travail à distance extra-muros se pratique majoritairement “en plus” des heures passées dans les unités de recherche. Cette pratique n'est d'ailleurs pas légale<sup>1</sup>, les chercheurs

<sup>1</sup> À noter toutefois que les premiers décrets d'application concernant le télétravail dans la fonction publique ont été publiés le 12 février 2016 : <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A10373>

se devant d'être présents lorsqu'ils ne sont pas affairés à d'autres missions [échantillonnages sur le terrain, expertises, évaluations, enseignements...] sur leur

“lieu” de travail. Ils s'octroient toutefois régulièrement le droit de s'extraire du tourbillon du laboratoire où l'isolement est souvent difficile, parfois impossible. Ils se prennent alors des matinées, des après-midis ou des journées complètes confinés chez eux. Un collègue à qui je demandais s'il est au laboratoire aujourd'hui, me répond par SMS que “*Non, je reste planqué (chez moi) ; je suis à la super bourre pour des rapports d'hdr et des exposés*”. Les chercheurs profitent ainsi de l'espace et surtout du calme offert par leurs appartements ou leurs maisons pour se consacrer à la rédaction d'articles et de rapports qui demandent une concentration favorisée par cet isolement. Ces “pauses”, bien que croissantes, sont encore rares. Le laboratoire reste le lieu où se réalise la recherche des écologistes/évolutionnistes au quotidien, de la pipette à l'écriture d'articles. Les liens formels qui s'y tissent peuvent alors se nourrir de nombreuses interactions informelles (pauses café, pauses clopes, déjeuner à la cantine...) [Visuel 1]. Ces dernières sont essentielles car elles peuvent déboucher sur un coup de main pour réaliser une analyse statistique, un conseil sur un protocole expérimental, une proposition de collaboration sur un nouveau projet en cours de montage. Alors que je fais une pause, un chercheur de mon unité vient justement m'interpeller devant la machine à café “*Denis, j'ai vu que tu as récemment travaillé sur la répulsion des insectes. C'est pile dans le sujet de thèse d'Antoine. Tu serais partant pour une discussion collective dans les jours à venir?*”. C'est dans cet “*espace de production des connaissances*” (Vinck, 2007) que se construit un vivre ensemble en prise à l'air du temps.





## DYNAMIQUES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES

Visuel 1 Pause café dans l'UMR CBGP à Montpellier  
(photographie D. Bourguet, 2016).

Miroir de la société, les laboratoires de biologie sont traversés par deux forces antagonistes, une foncièrement collective, l'autre profondément individuelle.

La première force épouse la forme des démocraties participatives qui ont le vent en poupe dans la société française (Gourgues, 2013). Il souffle d'autant plus fort dans les laboratoires où le "management" était quelque peu à l'opposé de cette pratique. Les directeurs d'unités avaient – et ont encore – la possibilité d'être de véritables autocrates et certains ne se sont pas privés de l'être. Les laboratoires n'ont jamais été des lieux de démocraties pleines et entières. Les instituts de recherche (CNRS, Inra, Cirad, Inserm, Ird...) donnent en effet les pleins pouvoirs aux directeurs de leurs





Unités de recherche qui décident de la répartition des moyens humains et financiers. Si les laboratoires disposent de conseils d'unité (conseils scientifiques et/ou de gestion), constitués de membres élus et nommés, ces instances ne sont que consultatives. Jusqu'au tournant de ce siècle, elles ne se réunissaient souvent qu'une seule fois par an, parfois jamais et se résumaient dans bien des cas à de simples chambres d'enregistrement. En accord avec ce tableau anti-démocratique, les directeurs de laboratoire étaient généralement nommés sans consultation des agents qu'ils étaient amenés à diriger.

Depuis le 21<sup>e</sup> siècle, le temps des directions autocratiques s'estompe au profit d'un "management" plus concerté. Certes, les directeurs de laboratoire sont toujours nommés par les directions des instituts et des universitaires qui en assurent la tutelle, mais les conseils d'Unités ne se privent plus pour donner leur avis aux instituts sur les candidatures des éventuels impétrants. Les instituts prennent d'ailleurs de plus en plus le soin de consulter les unités pour s'assurer de la compatibilité entre leurs perceptions de qui serait "taillé pour ce job" et celle de l'unité. Dans le même temps, les conseils d'unités, même s'ils restent consultatifs, deviennent des organes de contre-pouvoirs et des forces de propositions. Ils ne sont pas loin de devenir des parlements où se votent les lois s'appliquant dans les laboratoires. Leurs avis sur la répartition des moyens financiers, des locaux, des soutiens techniques sont de plus en plus suivis par les directions d'unités. Se réunissant de plus en plus fréquemment, ils ne s'interdisent d'ailleurs pas de faire pression pour "débarquer" un directeur jugé défaillant ou trop autoritaire. De nombreuses directions deviennent d'ailleurs des codirections, les collèges de direction font florès et l'implication croissante des directeurs des équipes (qui regroupent les agents autour d'objets de recherche et/ou de compétences disciplinaires) dans la direction des laboratoires engendre des décisions s'appuyant sur le principe d'intelligence collective (Woolley et al., 2010). De cette dynamique résulte des décisions plus concertées et souvent mieux acceptées.





La seconde force se nourrit du culte de la réussite individuelle et de l'excellence, une tendance également dans l'air du temps (Castillo, 2013). Ce culte soutenu durant le précédent quinquennat (Fæssel et Mongin, 2007) n'a pas été vraiment tempéré ces cinq dernières années. Il fut impulsé dans la recherche par le développement sans commune mesure de financements sur projets, un mode de financement devenu depuis quelques années prépondérant (Barrier, 2011). Cette politique se traduit par une concentration des moyens sur les meilleurs chercheurs, à qui l'on propose par ailleurs de candidater à des primes individuelles d'excellence.

Les moyens historiquement versés sous forme de dotations de base aux laboratoires – et qui étaient répartis de manière collective – ont été progressivement alloués à des porteurs de projets. Ces projets, qui réunissent parfois plusieurs chercheurs du même laboratoire, sont généralement trans-unités, ce qui fragilise la dynamique interne des laboratoires (Hubert et Louvel 2012). En effet, les fonds de recherches sont alloués à des projets spécifiques et sont donc centrés sur l'individu. *“Parce qu’elles financent les projets plutôt que les laboratoires, les ressources financières externes transfèrent alors les choix de stratégie scientifique du laboratoire vers les équipes (ou les chercheurs individuels)”* écrivent ainsi Hubert et Louvel (2012, p. 18). Le contenu de ces recherches étant précisément décrit, les financements peuvent difficilement être mobilisés sur d'autres recherches. Ce cadrage programmatique laisse peu de place à une solidarité entre chercheurs, d'équipe à équipe, qui pourrait – et, par le passé, pouvait (Louvel, 2007) – pallier des difficultés temporaires ou régulières d'accès aux ressources. Les préciputs de ces financements sur projets pourraient théoriquement être mobilisés, mais ils sont régulièrement conservés par les tutelles plutôt que redistribués aux laboratoires<sup>2</sup>. Hubert et Louvel (2012) soulignent ainsi que *“les intérêts individuels et collectifs ne convergent pas nécessairement au sein d'un même laboratoire, puisque les appels à projets thématiques agissent aussi comme des incitations à l'opportunisme”* (p. 18).

<sup>2</sup> La charte du Preciput de l'ANR, disponible en ligne, précise sa destination pour améliorer l'environnement de travail des établissements bénéficiaires.



## UN POUVOIR QUI CHANGE DE MAIN

Par cette double force, collective et individuelle, les laboratoires en écologie et/ou en sciences de l'évolution deviennent progressivement des hôtels à projets. Les chercheurs peuvent compter sur la première dynamique pour jouir d'une communauté de vie propice à l'épanouissement de leurs projets individuels, sans avoir à se soucier du développement des projets de leurs voisins de bureau. À condition d'en avoir les moyens. Les moins dynamiques ou ceux qui n'ont ni la chance ni les appuis nécessaires lors des sélections des projets (devenues de plus en plus hasardeuses car de plus en plus sélectives du fait de la réduction des crédits alloués au fonctionnement de la recherche), ont toute chance d'être exclus de cette nouvelle donne. Lors de la dernière campagne d'évaluation, un chercheur INRA interpellait ainsi la commission en charge d'examiner son dossier *"Lors de ma précédente évaluation, je faisais part d'une certaine désillusion sur mes conditions de travail. Ce malaise s'accroît face à la recrudescence de la précarité particulièrement visible dans notre unité et n'est pas étranger aux profondes tensions qui la traversent. Les logiques d'évaluation de plus en plus individuelles, le pilotage quasiment uniquement sur projet de court terme, ainsi que la destruction de la cohérence nationale de la recherche et enseignement supérieur se renforcent aussi du fait des nouvelles mesures prises tout récemment. De plus en plus, je ressens une solitude face à ces pressions et la nécessité de rentrer dans ce jeu qu'on nous impose et qui nous éloigne de la simple envie de développer une recherche généreuse et désintéressée. Je me sens donc de moins en moins en phase avec le métier que j'avais choisi."*

Une fois exclus, la possibilité de dérocher des financements s'amenuise tout aussi vite que les ressources. Ainsi, d'un système autocratique parfois assez éclairé pour assurer une juste répartition des moyens, émerge un système, certes plus démocratique, mais profondément inégalitaire où chaque chercheur devient un loup, à son corps défendant, pour les autres chercheurs.



À l'instar de nos démocraties, où le véritable pouvoir échappe progressivement aux politiques, le pouvoir scientifique change lui aussi de main. Les directeurs de laboratoire prennent les habits de gestionnaires d'espaces et de conflits humains. Cette gestion a son importance, mais ce sont les porteurs de projets qui ont désormais le véritable pouvoir puisqu'ils maîtrisent les crédits et les moyens humains temporaires que ces crédits permettent d'employer (Hubert et Louvel 2012). De surcroît, les moyens humains permanents – techniciens et ingénieurs fonctionnaires – sont également mobilisés au profit des porteurs qui ont le vent en poupe, les moins dynamiques n'ayant pas les moyens financiers pour leur offrir la chance de travailler avec eux. Il en va de même pour l'espace : les locaux sont logiquement mis à disposition de ces chercheurs dont les besoins sont les plus importants. Porteurs (de plus en plus souvent dénommés *PI* pour *Principal Investigator*) de projets particulièrement ambitieux (comme les European Research Council (ERC) grants), et financés à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros, ces chercheurs deviennent les centres de gravités de leurs unités et les véritables “*entrepreneurs de la recherche*” (Hansson et Mønsted, 2008 ; Louvel, 2015).

Tout en s'appuyant sur les moyens mis à disposition par leurs unités, ces porteurs de projets ne dirigent pourtant pas leurs laboratoires d'affectation. Ils coordonnent plutôt des laboratoires virtuels, composés de partenaires qui varient d'un projet à l'autre et n'ont d'autres engagements que celui de mener à bien leurs projets – généralement de 2 à 5 ans (Hubert et Louvel, 2012). Le développement de ces laboratoires hors sol s'appuie sur les nombreux outils de communication (téléphonie mobile, courriels, vidéoconférences) qui facilitent l'interconnexion à distance. Ces porteurs communiquent parfois plus avec des collègues d'autres unités qu'avec ceux évoluant dans leurs propres laboratoires. L'émergence de ces laboratoires hors sol contrecarre ainsi la dynamique commune des unités d'affectation qui continuent, ou font semblant, d'y croire. Tous les cinq ans, lors des évaluations par l'AERES/HECERES, les membres d'un laboratoire définissent en effet un projet d'unité fédérateur. Aucunement soutenu par des moyens spécifiques, ce projet reste généralement une coquille



vide; au mieux un simple périmètre de recherches dans lequel s'inscrivent les projets individuels.

L'architecture et la structure des universités se révèlent être un bras armé de ce changement. De nombreux laboratoires sont logés dans des Universités (Toulouse, Bordeaux, Lyon, Montpellier, Paris...) construites dans les années 1960. En forme de barre de logements, ils se caractérisent notamment par des longs couloirs (Visuel 2). Faute de places et suite à la création de très grosses unités (TGU), certains laboratoires voient leurs locaux répartis dans plusieurs bâtiments, parfois sur plusieurs sites. C'est par exemple le cas de l'unité de recherche Amélioration Génétique et Adaptation des Plantes méditerranéenne et Tropicale (UMR AGAP) dont les agents sont répartis sur deux sites à Montpellier. C'est également le cas de l'Institut de Systématique, Évolution, Biodiversité (UMR ISYEB) qui se doit d'héberger ses équipes, pour des raisons de place, dans plusieurs bâtiments du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) à Paris. La structuration se poursuit au sein même des bâtiments. Les salles "café" sont souvent exiguë et/ou trop éloignées de nombreux bureaux. Les chercheurs disposent alors, dans leur bureau, de leur propre machine à café, réduisant d'autant leurs déplacements. La disponibilité des ressources documentaires en ligne aidant, ils n'arpentent plus les bibliothèques de leurs laboratoires transformées depuis en bureaux ou en salles d'expérimentation. Musselin (1990), souligne ainsi qu'une bonne partie de nos universités sont ainsi caractérisées *"par la faiblesse des relations d'interdépendance fonctionnelle entre les enseignants-chercheurs (et les chercheurs) et par l'existence de forces centrifuges exercées par l'environnement: les universités sont assimilables à des confédérations de nombreuses petits cellules bien intégrées regroupant un nombre restreint de personnes"* (p. 442).

Le temps de présence dans le laboratoire s'est de plus amenuisé face à la montée des contraintes temporelles (Ali et Rouch, 2013; Melchior, 2013): besoins en expertise, en enseignement, en commission d'évaluation et à l'envie et la possibilité de travailler chez soi... Pris par le temps, un temps qui s'accélère (Rosa, 2010), tentant d'en trouver, les





chercheurs désertent de plus en plus les réunions et les exposés de laboratoire. Ils tentent, tant bien que mal, de répondre à ces contraintes (Ali et Rouch, 2013) et notamment au flux croissant et incessant des courriels (Chaulet et Datchary, 2014). Ils “courent” avec la même interrogation qu’Alice “*Mais, Reine Rouge, c’est étrange, nous courons vite et le paysage autour de nous ne change pas ?*” tout en connaissant la réponse de la Reine Rouge “*Nous courons pour rester à la même place*” (Carroll, 1917). Un enjeu de lutte des places en somme !

Cette architecture, ce fonctionnement et cette course pour absorber les contraintes temporelles ne favorisent guère le brassage des agents, la connaissance de l’autre, les échanges informels, la naissance de projets locaux..., des facteurs indispensables à une véritable vie de laboratoire.

Visuel 2 Bâtiment 22 de l’UFR (Faculté des Sciences) de l’Université de Montpellier (photographie D. Bourguet, 2016).





## UNE ÉVOLUTION RÉVERSIBLE

L'évolution de notre système de recherche n'est certainement pas aussi caricaturale et elle n'est pas propre aux laboratoires d'écologie et des sciences de l'évolution. Elle touche probablement les laboratoires d'autres disciplines en biologie, physique, sciences sociales... En écologie, peut-être plus qu'ailleurs, ce changement n'a été ni volontaire, ni souhaité, une résistance qui s'explique par des raisons politiques et idéologiques.

En effet, si l'écologie en tant que discipline universitaire ne doit pas se confondre avec l'écologie politique, elle n'en est pas déconnectée ; elle en est même à l'origine. *“Que l'on se souviennne”, écrit Giblin (2001), “des premiers discours apocalyptiques écologiques lancés par des scientifiques américains en 1970. On peut les considérer comme les premiers écologistes politiques, c'est-à-dire ceux qui, pour intervenir sur la ou les politiques, utilisent, manipulent des arguments ou des faits naturels”* (p. 18). Il existe en effet une perméabilité entre les notions de proximité, de local, de lien social, d'humanisme qui caractérisent l'écologie politique et les objets de recherches de nombreux chercheurs en écologie. On ne vient certainement pas à étudier l'écologie par hasard ; le tropisme vers cette discipline repose souvent sur une sensibilité politique qui s'alimente en retour des recherches que l'on mène et de celles conduites par nos collègues.

Comme l'écrit Ollitrault (1996), *“l'écologie apparaît comme une illustration exemplaire de connivence se nouant entre science et militantisme”*. Il précise que *“le cas de l'écologie est particulier : issue du monde savant, elle s'est fait reconnaître grâce à la multiplication des mouvements politiques “écologistes” (...). Mot à acceptation multiple et à usages variés, l'écologie signale en outre une capacité originale des militants écologistes qui s'en réclament : celle de promouvoir leur label collectif en mobilisant leurs ressources académiques au profit de leur lutte militante”* et de conclure *“l'ambiguïté entre catégories savantes et catégories militantes est alors extrêmement forte (...) Il est évident que les écologistes sont des militants aguerris aux discours savants au point soit de les incorporer*





*dans l'analyse de leur action, soit d'en créer sur eux-mêmes. C'est dire qu'on a affaire ici à une forme de circularité des discours savants et politiques rarement mise en évidence" (p. 142).*

Ainsi, de manière assez naturelle, de nombreux chercheurs en écologie deviennent membre de partis politiques en prise direct avec cette discipline (Europe Écologie les Verts) ou de sensibilités proches (Parti Socialiste, Parti de Gauche). Ils s'impliquent également dans des associations militantes (Greenpeace, World Wildlife Fund) et des groupements à la charnière entre science (écologique) et politique (Fondation pour la biodiversité, The Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES), équivalent pour l'écologie et la biodiversité de ce qu'est le Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC, GIEC en français) pour le climat).

Cette sensibilité politique est un indéniable frein aux politiques individu-centré et si les chercheurs se sont inscrits dans cette politique, répondant aux appels d'offres dans l'espoir de décrocher des financements, ils ont souvent eu le sentiment d'aller à Canossa. Ils ont conscience que la représentation individualiste de la recherche – longtemps prédominante en économie et en sociologie des sciences – est largement dépassée, et qu' "*une abondante littérature souligne que la coopération est une dimension essentielle des dynamiques de recherche*" (Louvel, 2007, p. 297).

Aussi, si les politiques que l'on a imposés au monde universitaire et à la recherche incitent les agents à faire cavalier seul, les comportements, dans les laboratoires d'écologie et des sciences de l'évolution, restent, dans la pratique, assez peu individualistes. Un chercheur écrivait ainsi aux rapporteurs en charge de l'examen de son dossier d'évaluation que "*malgré les logiques délétères de compétition qui se poursuivent dans la recherche scientifique et sont souvent montrés comme de beaux exemples de réussites à suivre, il restait encore bon nombre de collègues ne partageant pas cette logique et avec qui je pouvais encore espérer poursuivre mon activité de recherches avec un certain plaisir. Je m'y applique.*" Les coups de pouce financiers d'un porteur de projet à







un non porteur sont monnaie courante ; la “cafét”, les pauses “clopes”, les déjeuners à la cantine continuent d’être des moments où la science se partage et se construit. Les échanges par visioconférences n’arriveront certainement pas à prendre le pas sur les échanges *de visu*. Depuis les travaux pionniers de Latour et Woolgar (1979), nul ne doute que le travail quotidien des scientifiques repose sur des activités permanentes d’échanges, de négociation et de persuasion. À la lumière de ces forces, il est probable que les laboratoires retrouvent, si les politiques savent faire en partie machine arrière, leurs places centrales, à savoir le lieu où la dynamique des recherches naissent et prennent racine.





## BIBLIOGRAPHIE

**ALI, N.-A., ROUCH, J.-P.,** (2013)

"Le «je suis débordé» de l'enseignant-chercheur. Petite mécanique des pressions et ajustements temporels". *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, (18).

**BARRIER, J.,** (2011)

"La science en projets: financements sur projet, autonomie professionnelle et transformations du travail des chercheurs académiques". *Sociologie du travail*, 53, 515-536.

**CARROLL, L.,** (1917)

*Through the looking glass: And what Alice found there.* Rand, McNally, pp. 218.

**CASTILLO, M.,** (2013)

"L'individualisme est-il condamné à l'héroïsme?". *Études*, 419, 197-208.

**CHAULET, J., DATCHARY, C.,** (2014)

"Moduler sa connexion: les enseignants-chercheurs aux prises avec leur courriel". *Réseaux*, (4), 105-140.

**FÆSSEL, M., MONGIN, O.,** (2007)

"Les mises en scène de la réussite". *Esprit*, (11), 22-42

**GIBLIN, B.,** (2001)

"De l'écologie à l'écologie politique: l'enjeu du pouvoir. De la nécessité de savoir penser l'espace". *Hérodote*, (1), 13-31.

**GOURGUES, G.,** (2013)

*Les politiques de la démocratie participative.* Presses Universitaires de Grenoble, pp.150.

**HANSSON, F., MØNSTED, M.,** (2008)

"Research leadership as entrepreneurial organizing for research". *Higher Education*, 55, 651-670.

**HUBERT, M., LOUVEL, S.,** (2012)

"Le financement sur projet: quelles conséquences sur le travail des chercheurs?". *Mouvements*, (3), 13-24.

**LATOUR, B., WOOLGAR, S.,** (1979)

*Laboratory life: The social construction of scientific facts.* Beverly Hills: Sage.

**LOUVEL, S.,** (2007)

"Le nerf de la guerre". *Revue d'anthropologie des connaissances*, 1, 297-322.

**LOUVEL, S.,** (2015)

*Des patrons aux managers: les laboratoires de la recherche publique depuis les années 1970.* Presses universitaires de Rennes, pp. 164.

**MELCHIOR, J.-P.,** (2013)

"Accélération des réformes et nouvelles contraintes temporelles dans l'enseignement supérieur et la recherche". *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, (17).

**MUSSELIN, C.,** (1990)

"Structures formelles et capacités d'intégration dans les universités françaises et allemandes". *Revue française de sociologie*, 31, 439-461.

**OLLITRAULT, S.,** (1996)

"Science et militantisme: les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française". *Politix*, 9, 141-162.

**ROSA, H.,** (2010)

*Accélération. Une critique sociale du temps.* La Découverte, coll. "Théorie critique", pp. 474.

**VINCK, D.,** (2007)

"Retour sur le laboratoire comme espace de production de connaissances". *Revue d'anthropologie des connaissances*, 1, 159-165.

**WOOLLEY, A. W., CHABRIS, C. F., PENTLAND, A., HASHMI, N., MALONE, T. W.,** (2010)

"Evidence for a collective intelligence factor in the performance of human groups". *Science*, 330, 686-688.

